L'Argentine des Kirchner[1]

Entretien avec Maristella Svampa*, réalisé par Marie-France Prévôt-Schapira**

** Titulaire d'une maîtrise en philosophie et d'un doctorat en sociologie de l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), Paris ; chercheuse indépendante au Conseil national de recherches scientifiques et techniques (CONICET), Buenos Aires.*

*** Université Paris 8, Centre de recherche et de documentation sur l'Amérique latine (CREDAL), co-directrice de la rédaction de la revue Problèmes d'Amérique latine.*

Marie-France Prévôt-Schapira. – *L'Argentine de l'après-crise de 2001 a connu un redressement politique et économique surprenant. Les succès dont pouvait se prévaloir le gouvernement du président sortant Néstor Kirchner ont assuré la victoire de son épouse, Cristina Fernández de Kirchner, à l'élection présidentielle de 2007, avec 46 % des voix. Or, l'année 2008 semble marquer l'éclatement de la coalition hétérogène qui s'était rassemblée sous la bannière du Front pour la victoire, lors de l'élection présidentielle de 2003. Est-ce la fin de l'acceptation du « style K » ? Comment se redessinent les alliances au lendemain de la débâcle essuyée par les Kirchner aux élections parlementaires de mi-mandat qui se sont tenues le 28 juin 2009 ?*

Maristella Svampa. – Il faut commencer par dire que, entre 2003 et 2008, les Kirchner ont su concilier deux tendances : d'une part, ils ont été l'expression d'une alliance qui a « amalgamé » des secteurs sociaux différents, de droite, en quête de toujours plus d'ordre, comme de centre gauche, qui proposaient une large ouverture politique, donnant une place plus grande aux organisations sociales[2].

D'autre part, dès le début, les Kirchner ont affiché un style de gouvernement à l'origine d'une fabuleuse concentration du pouvoir. Le style K reposait sur un double mouvement de concentration du pouvoir aux mains de l'exécutif et de subordination des différents acteurs et pouvoirs à la personne du leader, à l'intérieur par la soumission du groupe parlementaire, et à l'extérieur grâce aux liens historiques tissés avec les syndicats péronistes, renforcés par les nouvelles loyautés venues des organisations de chômeurs (*piqueteros*) qui se réclament de la tradition national-populaire.

Mais, depuis le conflit entre le gouvernement et les producteurs ruraux, déclenché en mars 2008, ce style est chaque jour plus contesté. En l'espace de quatre mois à peine, entre mars et juillet 2008, ce qui apparaissait comme une incroyable machine de pouvoir, presque invincible, éclate en mille morceaux. Les élections de 2009 viennent confirmer cette nouvelle situation ; elles mettent en évidence que le kirchnérisme n'a plus la capacité de rassembler les secteurs de droite et de centre gauche. En conséquence, la déroute électorale brise ces deux forces qui furent singulièrement unies durant le gouvernement de N. Kirchner (2003-2007), puis littéralement dynamitées dans les premiers mois de la présidence de son épouse.

À droite, ce qui émerge aujourd'hui est un conglomérat de partis, de dirigeants, de fractions, avec la vieille Union civique radicale (UCR) rajeunie grâce à la vice-présidence de Julio Cobos, l'apparition d'un nouveau courant entrepreneurial néopéroniste qui s'incarne dans la figure de

---

[1] *Mondes Emergents. Amérique Latine, Une Amérique Latine toujours plus diverse***,** sous la direction de G. Couffignal, *La Documentation Francaise*, IHEAL, 2010, pp-79-87, ISBN 978-2-11-008008-0

[2] M. Svampa a obtenu en 2006 la bourse Guggenheim et le prix Konex pour le mérite en sociologie (Argentine). Elle a publié des articles dans différents pays et participé à des conférences en Amérique latine, ainsi qu'en Europe et aux États-Unis. Parmi ses livres les plus récents : *Los que ganaron. La vida en los countries y barrios privados,* 2001 ; *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones piqueteras,* 2003, (coll.) ; *La sociedad excluyente. La Argentina bajo el signo del neoliberalismo,* 2005 ; *El dilema argentino, Civilización o Barbarie* (réed. 2006) et *Cambio de época, Movimientos sociales y poder político,* 2008. Elle a coécrit le livre *Gérard Althabe : Entre varios mundos*, Prometeo, Colección Miradas antropológicas, Buenos Aires, 2008.

Francisco de Narvaez (qui a battu en 2009 N. Kirchner dans la circonscription législative de la province de Buenos Aires), la confirmation du glissement vers la droite hyperconservatrice de la libérale chrétienne Elisa Carrio (Coalition civique). Et, enfin, des secteurs les plus durs et les plus conservateurs du péronisme émane une haine anti-K, tout autant idéologique que stratégique. Comme on peut le voir, la droite est loin de présenter une image unifiée, au-delà de la critique faite des Kirchner ou de ses liens politiques et économiques avec le puissant secteur agro-exportateur.

Mais il n'y a pas que ce seul glissement vers la droite. Le déclin du kirchnérisme ouvre également des opportunités à certaines expressions de la gauche, inaudibles au cours de ces dernières années. L'excellent score obtenu dans la ville de Buenos Aires par Pino Solanas (24,21 % des suffrages exprimés), cinéaste et militant bien connu, lié à la tradition national-populaire, représente à cet égard un fait remarquable. P. Solanas a été capable de mettre à nu le double discours des Kirchner et de montrer la vacuité politique des polarisations suscitées par le gouvernement. Il ne faut pas oublier que les Kirchner insistèrent durant la campagne sur le fait qu'il n'y avait aucune force politique à leur gauche. Ils comptaient pour cela sur l'appui des « intellectuels-propagandistes » du groupe Carta Abierta (Lettre ouverte). Celui-ci, né dans le feu du conflit avec les producteurs ruraux, s'est donné pour tâche d'alerter l'opinion publique sur les dangers du discours « destituant » de l'opposition, présenté comme menaçant l'ordre institutionnel, en assimilant le terme « destituant » à celui de « coup d'État ».

Cependant, P. Solanas a montré la continuité entre le néolibéralisme et les Kirchner, en dénonçant l'augmentation de la pauvreté et le bradage à vil prix des ressources naturelles aux entreprises transnationales. D'autre part, la création d'un nouvel « instrument politique » comme la Constituyente social, regroupement d'organisations sociales (territoriales, syndicales et culturelles) à l'initiative de certains secteurs de la Central de los trabajadores argentinos (CTA), ou encore l'apparition de nouveaux espaces de coordination des organisations territoriales indépendantes issues des mouvements de chômeurs autonomistes, sont autant d'éléments qui ont redonné de la consistance à cette gauche non péroniste, très présente dans la rue, et qui, sans aucun doute, verra sa force s'accroître. C'est pourquoi, je considère qu'il faut suivre avec beaucoup d'attention ces processus et ces acteurs sociaux, et tout particulièrement les stratégies de convergence politique qui peuvent se dessiner dans ces nouvelles arènes, après des années d'efforts, de la part de l'appareil kirchnériste, pour les rendre invisibles et les neutraliser.

M-F. P-S. – *À partir de 2004, l'économie argentine affiche une prospérité étonnante. Le conflit apparu en mars 2008 dans les campagnes et les effets de la crise économique mondiale marquent-ils la fin de l'embellie post-crise de 2001 ?*

M. S. – Malheureusement, le contrôle gouvernemental sur les données de l'Instituto Nacional de Estadística y Censos (INDEC), depuis le début de l'année 2007, ne nous permet pas de disposer de données fiables à ce sujet. Mais, depuis 2007, l'économie argentine connaît un taux d'inflation élevé (près de 20 %) et une augmentation de la pauvreté systématiquement niés par le gouvernement dans la mesure où ces évolutions remettent en question les avancées officiellement enregistrées par le pays depuis 2004. Dans ce contexte, les taux de rentabilité du secteur agricole restaient extraordinaires, grâce aux prix élevés des matières premières, surtout dans le secteur agro-alimentaire. En ce sens, la mesure prise par le gouvernement consistant à augmenter les taxes aux exportations (*retenciones*) était fondée. Mais, en omettant de moduler le taux d'imposition en fonction des petits, moyens et grands producteurs et en réagissant avec une maladresse incroyable à la mobilisation des campagnes, le gouvernement ne fit qu'œuvrer à l'unification du camp des opposants. La virulence du conflit fut telle que celui-ci engendra une crise plus large, une crise politique signant la fin de l'ère K, en provoquant de graves pertes économiques, étant donné que le pays fut virtuellement paralysé pendant quatre mois, au bord de la rupture d'approvisionnement en raison du *lock-out* agraire. C'est ainsi que l'on est passé des déclarations triomphalistes qui vantaient la solidité de l'économie argentine, grâce à la manne fiscale engrangée par un pays qui n'était plus sous la tutelle des organismes internationaux de crédit, à des discours invoquant l'impact inévitable de la crise globale sur l'économie argentine. Ce qui est certain, c'est que les mesures prises pour amortir les effets de la crise (comme les prêts aux entreprises privées, à General Motors entre autres) ou pour relancer la consommation – de

produits de luxe parfois – ou encore la nationalisation du système privé des retraites, n'ont pas permis d'endiguer la hausse du chômage, une nouvelle augmentation de la pauvreté ou, plus récemment, une croissance démesurée du prix des services publics. Malgré tout, je continue à croire que la crise est avant tout politique.

M-F. P-S. – *Néstor Kirchner avait affirmé sa volonté de rupture avec le néolibéralisme et de renouer avec des politiques néokeynésiennes afin de relancer la machine économique et de faire de la redistribution. Peut-on parler d'un retour à la tradition national-populaire ?*

M. S. – Le kirchnérisme n'a jamais signifié une rupture avec le néolibéralisme, bien qu'il se soit approprié le discours antilibéral. Bien évidemment, c'est plus complexe. Au-delà des gestes politiques de rupture, il est certain qu'il y a une double actualisation de l'idée national-populaire, mais dans un sens avant tout politico-idéologique. Lors de l'arrivée au pouvoir de N. Kirchner, une première actualisation apparaît, associée à l'appropriation par le gouvernement du discours et du climat antilibéral qui traversaient les protestations sociales de 2002, en syntonie avec d'autres pays latino-américains. Cette actualisation se manifesta, de manière paradoxale, dans les relations que le gouvernement tissa avec les mouvements sociaux qui s'en réclamaient : celui des *piqueteros* et le mouvement de défense des droits de l'homme, à travers ce que l'on pourrait appeler la « participation contrôlée ». Dans ce sens, il faut signaler que la tradition national-populaire argentine se différencie de certaines autres expériences régionales comme en Bolivie où la dimension national-populaire réapparaît, liée tout d'abord à la revendication de la nationalisation des hydrocarbures et, en second lieu, à la mise en place par le gouvernement d'Evo Morales d'un modèle de gestion, de production et de redistribution caractérisé par une forte présence de l'État. De même, malgré toutes ses affinités – souvent plus désirées que réelles – le modèle K a peu à voir avec le modèle défendu par Hugo Chávez au Venezuela, au-delà des controverses qu'il suscite. À la différence des expériences évoquées, la tradition national-populaire en Argentine tend à déboucher rapidement sur la primauté du système institutionnel, du fait de la prééminence de l'action du parti péroniste sur les mouvements sociaux et les syndicats et, enfin, sur un usage purement rhétorique des idées, défendant un modèle qui donne un rôle majeur à l'État national.

Il y a un second temps d'inflexion, avec Cristina Fernández de Kirchner en 2008, lié au conflit avec les producteurs ruraux. Le gouvernement recourt alors à un type de polarisation politico-idéologique, en reprenant des oppositions binaires – le peuple *versus* l'oligarchie – propres à la tradition national-populaire. Je ne veux pas dire par là qu'il n'existe pas des secteurs oligarchiques ou des antagonismes irréconciliables, mais ces tensions sont loin de se traduire par une opposition monolithique *campo/gobierno* (campagne/gouvernement) telle que voudrait le laisser croire la lecture kirchnériste. Il n'y a pas une, ni deux Argentines, mais plusieurs Argentines en conflit. Or, l'activation de ces dichotomies réduit à néant toute tentative pour analyser la complexité des positionnements et des antagonismes.

Revenons à la scène latino-américaine pour ébaucher une comparaison : dans des pays comme la Bolivie et le Venezuela, la polarisation actuelle est liée à des politiques de gouvernement qui visent à un changement dans l'équilibre des forces sociales. Ce n'est pas le cas en Argentine, pays où les continuités paraissent avoir plus de poids que les ruptures effectivement obtenues (par exemple en termes de politiques redistributives, de choix de partenaires économiques, de modes de penser la politique institutionnelle et de modeler ses « appareils »). Aussi, la polarisation bruyamment mise en avant en 2008 est-elle plus conjoncturelle que structurelle, comme en témoignent de manière emblématique les puissants liens existant entre les partisans du modèle libéral et les défenseurs du supposé modèle néodéveloppementiste. Les grandes entreprises – nationales et transnationales – ne sont-elles pas les destinataires des subsides et des exemptions fiscales en tous genres ? Quelle a été, jusqu'au moment du conflit avec le secteur rural, la politique du gouvernement à l'égard de l'espace médiatique, aujourd'hui objet de véhémentes critiques qui se sont déchaînées lors du vote de la nouvelle loi sur l'audiovisuel ? Quelle est la position des néolibéraux et des néodéveloppementistes à l'égard de l'exploitation des ressources naturelles ? La liste des coïncidences ne s'arrête pas là.

Avant de faire une lecture latino-américaine trop rapide du conflit entre le gouvernement et les secteurs ruraux, il faudrait rappeler qu'il a coulé beaucoup d'eau sous le pont péroniste. Les années 1990 ont laissé des traces indélébiles en matière d'alliances économiques et de transformations politiques, qui marquent les actions du gouvernement actuel et du couple présidentiel.

M-F. P-S. – *Au lendemain de la crise de 2001, l'Argentine s'était convertie en un véritable laboratoire des mouvements sociaux. Qu'en est-il aujourd'hui ?*

M. S. – La plupart des mobilisations qui sont apparues avec force en 2002 (« assemblées » de quartier, mouvement d'épargnants, collectifs culturels, usines récupérées et autogérées par les salariés) se sont affaiblies ou ont disparu. Cependant, l'Argentine reste une terre d'effervescence pour les mouvements sociaux : aujourd'hui, on se trouve face à un vaste champ multi-organisationnel composé d'organisations de chômeurs, de nouveaux courants syndicaux, de mouvements socio-environnementaux, d'écoles de baccalauréat populaire (tenues par des organisations sociales qui délivrent des diplômes reconnus par l'État), d'innombrables collectifs culturels, mais aussi d'usines récupérées, de mouvements paysans et indiens, de collectifs gay, lesbien, travesti, transsexuel et bisexuel (GLTTB), etc. Il est clair que chacun d'entre eux à sa propre dynamique et que toutes ces revendications ne sont pas à l'ordre du jour dans l'agenda du gouvernement. Loin s'en faut.

Il est certain, également, que les mouvements *piqueteros* dissidents furent les plus touchés par la politique d'intégration et de mise au pas de N. Kirchner, ce qui ne signifie pas pour autant qu'ils ont disparu. Comme me le disait récemment un militant, « résister au K., ce fut déjà une victoire ». Les chômeurs qui continuent à faire du travail communautaire dans les quartiers ont retrouvé de la visibilité dans l'espace public durant ces derniers mois. Ils ne recouvreront certainement pas l'importance politique qu'ils ont eue entre 1999 et 2003, mais ce sont, sans aucun doute, des acteurs collectifs à prendre en compte dans le nouveau scénario de crise politique et de nouvelles perspectives qui s'ouvrent.

Par ailleurs, il faut signaler que, à partir de 2004, il y a eu un déplacement du conflit. En effet, la croissance économique s'est accompagnée d'une augmentation de la précarité et de l'inflation, ce qui a entraîné le retour du conflit syndical. Ceci a redonné du poids à la traditionnelle Confédération générale du travail (CGT), après une décennie de démobilisation, et au syndicalisme d'entreprise. Pour sa part, la CTA (qui regroupe surtout des employés du secteur public et dont les difficultés sont connues), semble ne pas avoir trouvé une position politique cohérente à l'égard du gouvernement. La CTA, qui avait eu un rôle fédérateur et contestataire, a été très affectée par des divergences internes liées aux sympathies – exprimées y compris par des dirigeants reconnus – à l'égard de la politique pro-gouvernementale. Cependant, ces derniers temps, les syndicats affiliés à la CTA ont eux aussi réinvesti la rue, et tout indique que leur rôle va croître.

Dans le contexte du retour de la conflictualité syndicale, des commissions internes formées par les « dissidents » ont organisé de nombreux combats, parfois contre les directions syndicales ou les centrales officielles. Parmi ces conflits, relevons celui des travailleurs du métro de Buenos Aires en lutte pour de meilleures conditions de travail et la reconnaissance de la liberté syndicale et, actuellement, celui des délégués de l'entreprise Kraft (ex :Terrabusi). Cette grande entreprise américaine a licencié 160 salariés, dont ceux de la commission interne, moins en raison de la crise économique que pour faire taire les « meneurs » et les revendications qu'ils portaient (ils exigeaient notamment l'édiction de mesures de sécurité face à la pandémie de grippe H1N1). Toutes ces luttes ont eu un large écho dans la société et montrent l'importance de la mobilisation, à la base, pour de meilleurs salaires, contre la précarité et l'inflation, face à un style patronal hérité des manières de faire des années 1990.

Enfin, la nouveauté, c'est la présence des mouvements socio-environnementaux. Je ne fais pas seulement référence à l'Assemblée environnementale de Gualeguaychú, qui a eu un

retentissement médiatique considérable, mais surtout aux 70 assemblées qui s'opposent à l'exploitation minière à ciel ouvert, dans pas moins de 12 provinces du pays.

M-F. P-S. – *En décembre 2009, le gouvernement actuel devra affronter un parlement dans lequel il n'a plus la majorité. Dans un tel contexte d'instabilité politique et économique et de perte de crédibilité du gouvernement, comment peut-on imaginer les deux dernières années du mandat présidentiel de Cristina Fernández de Kirchner ?*

M. S. – Malgré la défaite électorale de 2009, le gouvernement de Cristina F. De Kirchner a repris dans une certaine mesure l'initiative politique, surtout avec le vote de la loi sur l'audiovisuel, qui vient d'être approuvée. Au-delà de la « sale guerre » que le débat a déclenché entre le gouvernement et les grands médias très concentrés, cette séquence a montré que l'exécutif garde toujours sa capacité de contrôler l'agenda politique des réformes et d'en définir le scénario, pour le moment[3]. Mais, avec un parlement contrôlé par l'opposition, tout devient plus difficile. Il ne faut pas oublier que nous sommes en train de parler du péronisme qui, au-delà des courants qui le traversent, a toujours montré une attitude hautement pragmatique dans l'exercice du pouvoir. Sans aucun doute, la position qu'adoptera le péronisme dissident (toujours plus clairement dirigé par Eduardo Duhalde) sera fondamentale dans ce processus. Tout dépend si celui-ci décide de s'engager dans une opposition frontale et totale (ce qu'il a fait jusqu'alors pour se positionner électoralement) ou bien si, face à la faiblesse du gouvernement, il décide de tendre la main, en fixant ses propres conditions, afin d'assurer la transition jusqu'à la prochaine élection présidentielle, prévue en 2011. Certes, rien n'indique que le gouvernement de C. Kirchner acceptera ce type d'ouverture, qui se fera clairement sur la droite, mais je vois encore plus difficilement qu'elle puisse se faire sur la gauche.

M-F. P-S. – *Le « modèle minier » est le thème du dernier livre que vous avez publié en collaboration avec Mirta A. Antonelli[4]. S'inscrit-il dans le débat sur le modèle de développement ?*

M. S. – Dans ce livre collectif, nous nous sommes attachés à analyser une question peu connue en Argentine, liée au développement du modèle minier, dont il est très important de clarifier plusieurs points. Tout d'abord, il faut préciser à quel type de mine nous faisons référence. Aujourd'hui, les métaux sont toujours plus rares et disséminés, de telle sorte que leur extraction ne peut se faire que grâce à de nouvelles technologies. Après le dynamitage de pans entiers de montagnes, le minerai est séparé de sa gangue grâce à des substances chimiques (cyanure, acide sulfurique, mercure, entre autres). Aussi, l'une des particularités de la mine à ciel ouvert est de grandement dégrader l'environnement et de consommer des quantités d'eau et d'énergie considérables. Une importante entreprise minière comme L'Alumbrera, située dans la province de Catamarca, utilise 1 200 litres d'eau potable par seconde, donc plus de 100 millions de litres d'eau par jour. Il faut ajouter qu'il y a plus de 400 projets miniers en cours de prospection dans plus de douze provinces argentines, c´est-à-dire, que la moitié du pays est affectée directement par ce modèle.

En second lieu, il faut ajouter que nous sommes loin d'assister à l'expansion d'un modèle national de développement. En raison de la réglementation mise en place dans les années 1990 – tout comme dans l'ensemble des pays latino-américains – l'État s'est retiré du secteur minier, pour en laisser le contrôle et la propriété exclusive aux grandes entreprises transnationales. Malgré le caractère scandaleux de cette réglementation, sa dérogation ou la réforme de la législation minière n'intègre pas le moins du monde l'agenda du gouvernement K. Au contraire, on observe une continuité totale dans la politique suivie par le gouvernement national, et naturellement plus encore dans le cas des gouverneurs des provinces concernées, de telle sorte que ce type d'exploitation minière semble s'être converti en politique d'État. Par exemple, la loi sur la protection des glaciers qui avait été votée par une large majorité du Parlement a été soumise au veto présidentiel à la fin

[3] Voir l'objet du décret du 29 octobre 2009 sur le revenu universel par enfant (*Asignación Universal por hijo),* d'environ 50 dollars par mois et par enfant, attribués aux chômeurs, aux travailleurs informels et aux bénéficiaires des plans d'aide sociale « *jefes y jefas* » ayant à charge des enfants entre 0 et 18 ans ou handicapés. Ceci constituait depuis 2001 une proposition de la CTA et de l'Alliance pour une république des égaux (ARI).

[4] *Minería transnacional, narrativas del desarrollo y resistencias sociales,* Editorial Biblos, 2009.

de l'année 2008. Ce qui a clairement manifesté l'appui témoigné par le gouvernement actuel aux intérêts du secteur minier transnational. Dans ce cas précis, l'entreprise concernée était la compagnie Barrick Gold qui, à travers son projet binational Pascua-Lama, s'apprête à développer une exploitation de mine d'or et d'argent sur les hauts glaciers de la cordillère, sur la frontière argentino-chilienne.

Bien que nous soyons très loin d'un modèle de développement national, cela n'a pas empêché le gouvernement de tenir un discours développementiste, à l'unisson avec les grandes entreprises transnationales qui, à la recherche d'une légitimité sociale au nom de la « responsabilité sociale de l'entreprise », occultent systématiquement les graves impacts sociaux et environnementaux de leur activité. Il est clair que cette rhétorique développementiste n'est pas propre à l'Argentine. De fait, ces dernières années, le développement impressionnant du modèle extractiviste et agro-exportateur ainsi que les grands projets d'infrastructures de l'Iniciativa para la integración de la infraestructura regional suramericana (IIRSA) ont fait naître une sorte d'« illusion développementiste » qui parcourt plusieurs pays de la région, y compris ceux qui montrent une certaine volonté politique de changement, comme la Bolivie et l'Équateur.

Ce livre propose donc une analyse critique des formes qu'adoptent le discours dominant et les nouveaux mécanismes d'appropriation autour des mégaprojets de mines à ciel ouvert. Il rend compte des luttes et des résistances prenant la forme d'assemblées « auto-convoquées » qui s'organisent dans tout le pays contre ce supposé modèle de développement. Un des succès obtenus a été le vote d'une loi interdisant ce type d'activité dans sept provinces argentines. Enfin, nous montrons la nécessité d'ouvrir la discussion – dans le champ académique et dans l'espace public – sur les conséquences de ce modèle.

Buenos Aires, octobre 2009